

LETTRE OUVERTE DES ORGANISATIONS SYNDICALES DE LA DGCCRF
ET DE LEURS FÉDÉRATIONS AUX MINISTRES DE BERCY

*Monsieur Pierre Moscovici
Ministre de l'Economie et des Finances*

Copie à

*Monsieur Jérôme Cahuzac
Ministre Délégué en charge du Budget*

*Monsieur Benoit Hamon
Ministre Délégué en charge de l'Economie sociale et
Solidaire et de la Consommation*

*Monsieur Dominique Lamiot
Secrétaire général*

*Monsieur François Adam
Conseiller*

Lettre Ouverte

Monsieur le Ministre,

Le Président de la République a condamné fermement une certaine manière de réformer l'Etat en s'engageant à « l'arrêt » de la Révision Générale des Politiques Publiques. Une déclinaison particulièrement nocive de cette RGPP est la Réforme de l'Administration Territoriale de l'Etat dans son volet de déstructuration de la DGCCRF, y compris dans ses incidences sur le Service Commun des Laboratoires.

Les organisations syndicales de la DGCCRF et leurs fédérations considèrent qu'il est nécessaire de sortir la DGCCRF du dispositif de la REATE, et de restituer à cette administration une chaîne de commandement nationale et ministérielle opérationnelle, d'arrêter les suppressions d'emplois.

En effet, les personnels, leurs représentants syndicaux et les interlocuteurs de la DGCCRF font un constat d'une très grande gravité des conséquences de la REATE :

- La disparition du lien hiérarchique directionnel et ministériel a dégradé le nombre et la qualité des contrôles au-delà de l'effet propre des suppressions d'emplois.
- Les consommateurs, les entreprises et les élus ne peuvent plus identifier, dans un ensemble incohérent, l'administration chargée de les protéger et de recueillir leurs plaintes.
- Les personnels ont vu leurs conditions de travail se dégrader, leurs compétences ignorées et ils ont le sentiment d'avoir été méprisés par leur administration centrale.
- Les suppressions d'emplois ont privé les services des moyens nécessaires pour exercer leurs missions.

Pour mettre un terme à cette situation, les organisations syndicales de la DGCCRF et leurs fédérations souhaitent que des orientations soient prises rapidement et qu'elles prennent la forme d'une expression publique de votre part. Afin d'en débattre, elles vous demandent d'organiser, au niveau de votre cabinet, une rencontre qui doit intervenir de toute urgence.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre considération distinguée.

CGT DGCCRF
Jean Dulac

Solidaires CCRF et SCL
Emmanuel Paillusson

FO CCRF
Michel Garcin

FO SNPL
Sophie Mahé

CFDT Finances
Damien Leroux

CFDT DGCCRF Labos
Patrice Rio

CGT Finances
Patricia Tejas

Solidaires Finances
Vincent Drezet

FO Finances
Laurent Aubursin